



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 1^{er} novembre 1980

N° 89

PRIX : Antilles : 2 F
France : 3 F

Editorial

LES TRAVAILLEURS QUI ONT MANIFESTÉ LE 28, ONT EU RAISON DE LE FAIRE

Peu de travailleurs ont participé à la grève générale lancée par les dirigeants de la CGTG mardi 28 octobre.

Certes le mouvement a été plutôt mal préparé par la direction du syndicat mais en dépit de cela des travailleurs ont répondu à l'appel et se sont retrouvés dans les rues pour manifester leur mécontentement contre les patrons des usines et la politique du gouvernement colonial. Et ce sont quand même ces derniers qui avaient raison.

Ils avaient raison, parce que, quoique l'on puisse penser de la façon dont le mouvement a été préparé, la grève c'est avant tout l'affaire des travailleurs pas seulement celle du syndicat ou des dirigeants syndicaux.

Les travailleurs des différentes entreprises pouvaient très bien s'organiser eux-mêmes et décider de répondre au mot d'ordre de grève sans forcément attendre qu'un délégué syndical fut dépêché par la direction pour organiser la grève dans l'usine ? Ils auraient pu comme l'ont fait ceux de certaines entreprises, se réunir et décider démocratiquement de l'action à mener dans leur entreprise. Car s'il est vrai que le mécontentement est grand, s'il est vrai que beaucoup de travailleurs se plaignent des mauvaises conditions de travail, des bas salaires, de la hausse des prix, s'il est vrai que la vie devient de plus en plus difficile, faut-il encore que les patrons, l'administration, l'Etat qui en sont responsables se voient opposer les actions les plus larges possibles.

Bien sûr, ce n'est pas une grève de 24h, fût-elle générale qui changera les choses. Mais, dans la mesure où les travailleurs en discutent dans les entreprises, y participent massivement, cela permet de préparer le terrain pour des luttes de plus grande envergure contre les capitalistes. Deux cents ou deux mille travailleurs défilant dans les rues, cela n'a pas la même signification.

Les travailleurs des Antilles subissent des conditions de travail et de vie bien pires que les travailleurs français, car l'exploitation capitaliste est doublée de l'exploitation coloniale. Les patrons sont plus arrogants ici et accordent des salaires beaucoup plus bas qu'en France. Rares sont les travailleurs qui dépassent 2000 F par mois.

C'est dire qu'il y a des raisons d'exprimer son mécontentement. Et il vaut mieux se trouver avec ceux qui l'expriment même s'ils sont peu nombreux car seule la lutte est payante. Les patrons ne comprennent pas d'autre langage que celui de la force. Pour obtenir d'eux le moindre avantage il faut se battre durement.

C'est pour cela que malgré tout le 28, les travailleurs qui ce jour-là ont déserté leurs entreprises pour venir dans la rue manifester avec leurs banderoles et leurs slogans ont été du bon côté des choses.

LE 24 OCTOBRE : RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN AUX INCULPÉS DE TRINITÉ

C'est devant le palais de Justice mis en état de siège que s'est trouvée la très grande majorité de ceux qui voulaient assister au procès des 7 inculpés de Trinité, le vendredi 24 octobre 1980.

En effet, dès 7 heures et demie, prétextant que la petite salle du tribunal Correctionnel de Fort-de-France était remplie, on ferma les grilles du tribunal. Les autorités semblaient croire que les chaînes et les cadenas n'étaient pas suffisants, elles y ajoutèrent une nuée de flics et de gardes-mobiles, paradant l'arme au poing.

En face, plusieurs centaines de manifestants venant de la Cité scolaire de Trinité ou du Lycée technique de Fort-de-France, qui étaient en grève, mais aussi de nombreux professeurs. Tous étaient venus soutenir les inculpés, accusés entre autres de séquestration de personnes et de vols de documents administratifs, lors des mouvements de grève de mars 1979.

En réalité, le « crime » des 7 inculpés de Trinité (3 professeurs, 3 élèves et un parent) avait été de s'opposer à la formalité de réinscription exigée par l'administration après qu'elle ait décidé la fermeture de la Cité Scolaire. Cette « réinscription » aurait abouti à l'exclusion de plusieurs dizaines d'élèves qualifiés de « meneurs » par l'administration du lycée.

En exigeant et obtenant la réouverture sans réinscription, la soixantaine de personnes qui avait occupé le bâtiment administratif de la Cité Scolaire de Trinité avait réussi à déjouer ce piège. Et c'est cette action que l'administration voulait leur faire payer en traînant 7 d'entre elles devant les tribunaux !

Le procès lui-même va durer près de 8 heures : ce n'est qu'à 16 heures et 15 minutes que les inculpés et leurs avocats sortiront du Palais de Justice. Mais pendant tout ce temps, les manifestants se pressent nom-



breux autour du tribunal.

C'est vers 10 heures du matin que l'assistance est la plus nombreuse, la place du Palais de Justice est noire de monde, il y a plus de 600 personnes. Les prises de parole se succèdent, on lit des motions de soutien aux inculpés, les élèves dénoncent le caractère colonial de la Justice. On appelle déjà à la mobilisation pour le procès du 21 novembre opposant la direction de FR 3 aux trois militants anticolonialistes Pago et Ravoteur du GRS ainsi que notre camarade Beaujour.

Puis les slogans fusent. Y sont nommés

notamment Moetus, le proviseur, traité de menteur, ainsi qu'une conseillère d'éducation dont les élèves récuse le témoignage, car elle serait en état permanent d'ébriété !

A deux reprises, les élèves vont défiler en cortège autour du Palais de Justice, en réclamant la relaxe immédiate des inculpés.

Vers 16 heures et 15 minutes, les inculpés sortent. Ils informent que le résultat du procès est renvoyé à huitaine et sera donc rendu le vendredi 31 octobre. Un appel à la vigilance est encore lancé ainsi qu'un appel à soutenir les inculpés le 21 novembre.

LA GRÈVE DU 28 OCTOBRE IL EST POSSIBLE DE TIRER LES LECONS D'UN ÉCHEC

La grève lancée par la direction de la centrale CGTG à l'échelle de la Guadeloupe a été un échec. Il n'y eut qu'une très faible proportion de grévistes dans les entreprises et quelques dizaines de personnes rassemblées autour des banderoles de Darboussier dans les rues de Pointe-à-Pitre. A Basse-Terre la grève générale n'a pas plus été suivie.

Des échecs de ce genre sont fréquents dans l'histoire des luttes ouvrières, certes, mais si les dirigeants de la CGTG qui ont pris la responsabilité de le déclencher estiment s'être acquittés de leur tâche en rejetant la responsabilité de l'échec sur les travailleurs, c'est aller un peu vite en besogne. Cela serait quelque peu hypocrite de leur part.

Le rôle des syndicats n'est pas de déclencher des grèves « presse boutons », des grèves « pour le communiqué ». Ils ont pour rôle de mettre les travailleurs dans les meilleures positions possibles pour qu'ils puissent se renforcer moralement aussi, et les aider à faire reculer le patronat.

En ce sens, les militants de la classe ouvrière et nous aussi à Combat-Ouvrier, nous sommes concernés. Il est nécessaire de chercher à apporter des éléments pour expliquer cet échec mais aussi pour aider les travailleurs à mieux se préparer pour défendre leurs revendications contre les coups bas des patrons et du gouvernement colonial.

Ceux qui ont pris la responsabilité de déclencher cette grève qu'ils voulaient générale, ce sont les dirigeants de la CGTG.

Que ceux-ci aient voulu très sincèrement mobiliser de grandes masses de travailleurs sur le problème de la fermeture de l'usine Darboussier et la production sucrière d'une part, sur le problème du port de Basse-Terre d'autre part, il n'y a pas de raison d'en douter.

Mais pourquoi alors avoir décidé si rapidement cette grève ? De sa date sans avoir consulté réellement les travailleurs des entreprises ? Pourquoi n'avoir pas invité les autres organisations ouvrières et syndicales à se retrouver pour organiser avec le maximum

d'efficacité une mobilisation générale ? La direction de la CGTG voulait-elle faire une démonstration de sa force ? Subissait-elle une forte pression des travailleurs pour organiser une riposte cinglante face aux patrons de la SIS et de la CGM (Compagnie Générale Mixte) ? Cela semble peu probable car jusqu'au vendredi précédent la grève, le 24 octobre, dans plusieurs secteurs où la CGTG existe, des travailleurs disaient « n'être pas au courant » et effectivement aucun réunion n'avait eu lieu.

Alors doit-on voir uniquement dans l'échec de la grève la mauvaise volonté des travailleurs « qui n'ont pas suivi », « qui ne sont pas suffisamment conscients » ? Bien sûr il existe une certaine indifférence générale, un certain scepticisme des travailleurs à l'égard des luttes, mais il ne s'agit pas d'en faire le constat et de s'arrêter là. Cette indifférence, elle a bien des causes.

LES COUPS BAS DE L'ÉTAT POLONAIS CONTRE LES OUVRIERS

Les syndicats indépendants ont finalement été enregistrés le 24 octobre par l'État polonais. Cet enregistrement était attendu par la majorité des travailleurs. Chaque jour en effet le syndicat indépendant Solidarité voit venir à lui de nombreux ouvriers et même des membres du Parti Communiste.

Mais l'État bureaucratique polonais a tenu, tout en enregistrant Solidarité, à réaffirmer son pouvoir en Pologne. Il a modifié les statuts déposés par les nouveaux syndicats. Il a supprimé des passages concernant le droit à la grève, qu'il a ainsi limité. Par ailleurs, et c'est là ce qui déclenche la colère des ouvriers, il a aussi tenu à introduire dans les nouveaux statuts un texte réaffirmant la nature « socialiste » de la Pologne et le « rôle dirigeant du Parti Communiste » dans ce pays. Les textes ajoutés font partie des accords de Gdansk et avaient donc été approuvés par les grévistes au mois d'août. Toutefois, les introduire dans les statuts des syndicats constitue une véritable provocation vis-à-vis de ceux qui ont lutté pour imposer des syndicats indépendants du Parti Communiste.

Les dirigeants de Solidarité n'ont pas encore annoncé quel type d'action - appel auprès des tribunaux, grève - ils choisiront. Ils ont fini par accepter la proposition de négociations avec le gouvernement sur la question de la modification des statuts, mais menacent de lancer une grève générale en cas d'échec. Il faut dire que la situation aujourd'hui en Pologne est telle que les dirigeants de Solidarité ne peuvent se permettre des erreurs. En effet,

d'un côté la combativité reste grande. Nombreux sont les militants syndicaux qui proposaient une grève pour imposer l'enregistrement des syndicats, alors même que Lech Walesa, principal dirigeant du mouvement, s'y opposait. En divers endroits, des grèves sauvages ont été arrêtées par les syndicats. Dans les campagnes, un mouvement de protestation se développe également contre le gouvernement. Cependant, le mouvement populaire actuel n'a probablement pas encore le moyen de s'opposer à une riposte violente du gouvernement polonais, ou pire, à une intervention militaire soviétique. Or, l'éventualité d'une telle intervention ne peut être écartée. L'État soviétique ne tolérera pas que le mouvement polonais s'amplifie et surtout qu'il serve de modèle au reste de l'Europe de l'Est comme cela semble être le cas dans les mines de Tchécoslovaquie. Certes, les ouvriers des syndicats indépendants ne se disent pas socialistes, mais les déclarations de dirigeants des Partis Communistes d'Allemagne de l'Est ou d'URSS contre les « éléments anti-socialistes » ou les « forces contre-révolutionnaires » qu'il faut détruire en Pologne, sont des menaces graves contre le mouvement des syndicats libres.

Pour conserver l'acquis de leur victoire, les ouvriers de Pologne auront donc à lutter. Ils devront renforcer leurs organisations, en faire de véritables instruments de combat pour que ne pèse pas sur eux à chaque instant la menace d'une intervention militaire.

Noël CANTIUS

GUYANE : DIJOU : BIEN SÛR DE LUI !

Les élus de gauche guyanais ont exprimé leur opposition lors de la récente visite de Paul Dijoud. Ils n'ont pas assisté aux séances de travail organisées par celui-ci dans le cadre du soi-disant développement économique de la Guyane. En faisant miroiter aux yeux des Guyanais les quelques projets sur le plan routier et portuaire, il pensait peut-être faire oublier les dernières arrestations et toute la répression policière qui a touché les militants anti-colonialistes.

Il n'a pas dû apprécier la position des élus de gauche, car il leur a répondu en ces termes : « Les élus doivent comprendre que la Guyane est française et qu'elle le restera toujours ».

C'est avec le même ton méprisant qu'il s'était adressé aux fonctionnaires guyanais il y a quelques mois en leur disant qu'ils méritaient « des coups de pied au derrière », les accusant de lenteur dans l'application des décisions prises pour favoriser soi-disant le développement de la Guyane.

Cette fois-ci Dijoud ne manque pas de cynisme en s'adressant à ceux qui refusent la répression coloniale alors que celle-ci sévit en Guyane depuis plusieurs mois. Deux militants se trouvent actuellement à la prison de Fresnes. D'autres ont été plusieurs fois victimes de la répression policière.

Cette vague de répression coloniale traduit la volonté du gouvernement français de museler tous ceux qui luttent en Guyane contre le système colonial. Et Dijoud n'a pas manqué, encore une fois, d'affirmer une telle politique.

En Guadeloupe, en Martinique et à la Réunion, au cours de cette année, il a usé d'un tout autre langage : celui du démocrate et du

libéral. Il a même eu l'audace de déclarer que les indépendantistes pouvaient librement s'exprimer.

Cette fois-ci, en Guyane, c'est le langage de la force qu'il utilise.

Dijoud n'est pas le premier à avoir affirmé d'un ton aussi péremptoire que la colonisation française restera toujours présente dans les territoires et départements d'Outre-Mer.

En Algérie et à Djibouti, c'est le même langage qui a été utilisé par d'autres représentants du gouvernement français... Quelque temps plus tard, le colonialisme français était chassé de ces pays.

GRÈVE DE LA FAIM DES MILITANTS ANTICOLONIALISTES TAHITIENS A LA PRISON DE FRESNES

Quatre des sept détenus tahitiens emprisonnés à Fresnes font une grève de la faim, le premier a commencé le 22 septembre et les trois autres le 6 octobre.

Ces militants exigent le statut de prisonniers politiques. Poursuivis pour un assassinat et pour un attentat contre la poste centrale de Papeete (Polynésie), ils avaient été respectivement condamnés à cinq et dix ans de réclusion criminelle et à dix de travaux forcés. L'arrêt ayant été cassé fin 79, ces militants doivent repasser devant la Cour d'Assises de Versailles en janvier 1980.

ÉLECTIONS EN JAMAÏQUE

Nous publions ici la prise de position du groupe révolutionnaire jamaïcain : la Revolutionary marxist league (RML). Cette organisation explique pourquoi il ne faut voter pour

aucun des deux grands partis en compétition. Analyse que nous partageons pour l'essentiel. NB. Il s'agit d'un extrait d'un texte beaucoup plus long.

NON AU PNP, NON AU JLP ! NE VOTONS PAS ! CONSTRUONS LA LIGUE MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE ! CONSTRUONS LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS !

Les élections générales en Jamaïque doivent avoir lieu en octobre. Les politiciens bourgeois du Parti National du Peuple (PNP) et du Parti Travailleuse Jamaïcain (JLP) veulent faire croire aux masses laborieuses que le résultat de ces élections est crucial pour résoudre la crise grave que traverse maintenant le pays. Ils veulent que les masses croient que choisir entre le PNP dit « socialiste-démocratique » du bourgeois libéral Michaël Manley, et le JLP historiquement anti-communiste, pro-US et d'extrême-droite d'Edward Seaga, aura des conséquences pour l'arrêt du chômage massif et des diminutions d'emplois, la hausse des prix, la violence politique, la répression de l'Etat et autres injustices auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés.

Mais il n'en est rien. Un vote dans la présente élection pour le PNP ou le JLP ne résoudra rien pour les travailleurs de Jamaïque ! Ces partis capitalistes portent tous les deux la responsabilité de la crise aiguë actuelle de l'économie jamaïcaine. Ils sont tous les deux responsables des souffrances terribles que cette crise signifie pour les masses opprimées du pays. Quel que soit celui qui gagnera dans la prochaine élection, les travailleurs seront encore plus exploités et pressurés car les capitalistes nationaux et étrangers essaient de nous faire payer leur crise.

En conséquence le choix le plus pressant que la classe ouvrière jamaïcaine a à faire n'est pas de voter pour l'un ou pour l'autre de ces partis, PNP ou JLP. Elle a à faire le choix entre une exploitation capitaliste renforcée, quel que soit le parti qui formera le prochain gouvernement, et une lutte révolutionnaire contre les capitalistes, conduisant vers la révolution socialiste et la destruction de l'esclavage et de l'oppression capitalistes. Pourquoi disons-nous cela ?

Pour comprendre pourquoi nous disons cela, il faut regarder attentivement la façon dont les travailleurs ont vécu sous les deux gouvernements PNP et JLP.

MISÈRE, CORRUPTION ET RÉPRESSION SOUS LE GOUVERNEMENT JLP.

En 1972, les masses laborieuses et opprimées de Jamaïque ont chassé le gouvernement de Hugh Shearer. Les masses en avaient assez de la misère, de la corruption, et de la répression brutale qu'elles avaient connues sous ce régime. Sous ce gouvernement réactionnaire :

- Un travailleur sur quatre était au chômage,
- La moitié de la population était analphabète,

- La brutalité de la police était chose courante et les droits de l'homme étaient foulés aux pieds sans ménagement. Les rastas étaient régulièrement victimes de ces atrocités,

- Toutes les idées et les activités de gauche furent brutalement réprimées. Des révolutionnaires noirs comme Walter Rodney et Stokely Carmichael furent expulsés du pays. De la même façon la littérature noire fut interdite.

- Les officiels gouvernementaux remplirent sans honte leurs poches avec les fonds publics. Qu'on se souvienne comment les fonctionnaires du gouvernement JLP volèrent l'argent qui devait servir à construire des écoles pour les enfants des pauvres !

- Une petite clique de capitalistes nationaux et étrangers détenait et contrôlait la terre, la bauxite, les hôtels, et les autres ressources du pays. Ainsi, à la fin des années 60, plus de la moitié de toute l'activité économique de la Jamaïque était détenue par des intérêts étrangers - surtout américains. Dans le même temps, 300 individus possédaient environ 340 000 hectares de terres cultivables - en moyenne 1150 hectares chacun. Pendant que quelque 150 000 personnes, constituant les trois-quarts de l'ensemble des paysans du pays, possédaient moins de 2,5 hectares par personne.

- Politiquement, le pays jouait le rôle de laquais de l'impérialisme américain. Une des conséquences de cette dépendance fut le Traité de 1963 sur la Défense entre les USA et la Jamaïque. Grâce à cet accord, les Etats-Unis fournirent de l'équipement aux forces de police jamaïcaines. Mais ce qui était encore plus important c'est que les Etats-Unis

avaient également le pouvoir d'intervenir militairement en Jamaïque.

UN CAPITALISME MAQUILLÉ SOUS LE GOUVERNEMENT PNP.

En 1972, les masses opprimées votèrent pour le PNP parce qu'il promettait des améliorations. Mais en réalité, ce fut le même vieux capitalisme oppresseur paré de quelques réformes (location des terres à bail, programme contre les faillites, salaire minimum, etc...), d'une politique étrangère légèrement indépendante des Etats-Unis, et d'une étiquette socialiste. Ce sont les forces armées gouvernementales du PNP qui furent directement à l'origine du massacre de Green Bay. Le gouvernement passa aussi des lois répressives comme la loi sur l'usage des armes à feu la loi pour la suppression du Crime, et la loi sur les conflits du travail et les relations avec les entreprises qui, en partie, limitaient les droits des travailleurs à des grèves par étapes et autres formes d'action.

Mais jamais sous l'actuel gouvernement PNP l'exploitation capitaliste des travailleurs jamaïcains n'a été si dure que depuis 1977 date à laquelle le PNP signa un emprunt au Fond Monétaire International. A la suite de cet accord le PNP lança une série d'attaques brutales contre le niveau de vie des travailleurs. Cette offensive consistait en une limitation des augmentations de salaires, un taux de profit garanti de 20 pour cent pour les capitalistes, des coupes sombres dans les dépenses des programmes sociaux et des services publics dont bénéficiaient les masses, et des réductions dans l'importation de nourriture et autres articles de base. Aujourd'hui, après huit longues années et demie de gouvernement PNP, la situation des travailleurs jamaïcains n'est guère différente de ce qu'elle était sous le gouvernement JLP :

- 300 000 personnes, c'est-à-dire un travailleur sur trois, sont maintenant au chômage, 65 % d'entre elles sont des jeunes de 14 à 19 ans. De plus le nombre de chômeurs grandit chaque jour puisque de plus en plus de travailleurs sont sans emploi du fait des licenciements et des compressions d'horaire.

- De nombreux articles de base sont extrêmement rares. Les prix d'aliments essentiels comme la farine de maïs, le lait et le savon en poudre ne cessent de grimper. En conséquence durant les deux dernières années, le pouvoir d'achat des travailleurs a été presque réduit de moitié.

- Les pauvres qui habitent les ghettos ou certains campagnes sont régulièrement attaqués par les terroristes PNP et JLP.

- Sous le couvert de la Loi pour la Suppression du Crime, les membres de l'armée torturent et brutalisent les jeunes des classes pauvres, dont beaucoup sont des partisans du

PNP. (...)

LE JLP N'EST PAS UNE ALTERNATIVE

Mais le JLP n'est pas une alternative. La seule « solution » à la crise économique actuelle que le JLP a à offrir est de vendre le pays aux impérialistes américains jusqu'au dernier sou. C'est ce que Seaga veut dire lorsqu'il parle du « Modèle Porto-Ricain ».

En pratique cela signifie que le JLP tenterait d'inciter les compagnies américaines à investir en Jamaïque grâce à des taxes faibles - ou nulles -, des réglementations spéciales en faveur des entreprises, la liberté d'exporter tous les profits hors du pays, une chasse aux sorcières anti-communiste lancée par le gouvernement, des bas salaires imposés par le gouvernement, et une rapide suppression des grèves ou d'autres formes de lutte des ouvriers.

NE VOTEZ PAS !

Les masses laborieuses et opprimées de Jamaïque doivent rompre avec les deux partis des patrons, le PNP et le JLP.

Les travailleurs ne doivent pas voter pour le PNP ni pour le JLP dans la présente élection. Voter pour l'un de ces partis c'est approuver que les capitalistes nous exploitent davantage dans les jours à venir.

Si nombreux sont les travailleurs qui refusent de voter dans ces élections, ce sera un signe clair du rejet de la politique capitaliste que les deux partis PNP et JLP, défendent.

Ceci ne veut pas dire que nous refusons de participer aux élections bourgeoises par principe. Les marxistes révolutionnaires participent aux élections bourgeoises pour expliquer les méfaits du système capitaliste et faire de la propagande et organiser les masses en vue d'un socialisme révolutionnaire.

Mais nous ne votons pas dans des élections où il n'y a pas de parti qui défende nos intérêts et pour lequel nous puissions voter. Nous n'avons aucune illusion non plus sur la possibilité de transformer le capitalisme ou d'arrêter les mauvais coups de la droite par le bulletin de vote. En cela nous différons radicalement du parti stalinien, le Parti des Travailleurs de Jamaïque (WPJ), et des organisations de gauche jamaïcaines qui lui ressemblent, qui disent aux travailleurs de soutenir le PNP dans ces élections. C'est une position traîtresse et contre-révolutionnaire qui encourage les travailleurs à baisser leur garde et à mettre leur confiance dans un groupe de leurs ennemis de classe, c'est-à-dire les capitalistes PNP. Cette position affaiblit la classe ouvrière face aux capitalistes du PNP aussi bien que du JLP, et prépare la voie à un coup d'Etat de la droite comme celui qui eut lieu au Chili en septembre 1973.

TRACASSERIES POLICIÈRES

Au mois d'août dernier, plusieurs kilos de dynamite avaient été volés à l'entreprise routière Colas, à Jarry. Les autorités coloniales laissent entendre que c'est avec ces explosifs qu'ont été perpétrés les attentats du mois de septembre, à la Marina et à l'aéroport du Raizet.

Quoi qu'il en soit, depuis cette date, les travailleurs de la Colas sont sujets à de nombreuses tracasseries de la part de la police.

C'est ainsi que des perquisitions ont eu lieu chez plusieurs d'entre eux. Certains travailleurs pensent que ces perquisitions ont été faites sur indication de la direction de la Colas, qui aurait donné les noms d'un certain nombre d'ouvriers. Après avoir perquisitionné, sans rien trouver d'ailleurs, les policiers ont posé de nombreuses questions, et ont même demandé à certains travailleurs d'écrire quelques lignes, de la main gauche et de la main droite...

Si toutes ces simagrées de gens qui se prennent pour de grands détectives n'ont rien donné, elles n'en constituent pas moins des tracasseries pour les travailleurs, qui sont loin d'apprécier ce genre de visite. Ils constatent avec amertume qu'une fois de plus, seuls les travailleurs guadeloupéens font l'objet de telles perquisitions, tandis que les cadres blancs, eux, ne sont pas inquiétés. La prétendue « justice » ne devrait-elle pas être la même pour tout le monde ? Certains ouvriers rappellent qu'il y a quelques temps, l'argent de la paye avait été volé, et qu'au début, on tourna les soupçons uniquement sur les Guadeloupéens, tandis que le coupable était bel et bien un cadre blanc.

Les travailleurs protestent donc contre la façon discriminatoire dont est menée l'enquête et la répression dont ils sont l'objet, et nous nous associons à cette protestation.

FRANCE : DES RACISTES DANS LA POLICE OU LA POLICE RACISTE ?

Après l'attentat de la rue Copernic, Bonnet, ministre de l'Intérieur défendant sa police, prétendit qu'elle ne pouvait en aucune façon être soupçonnée de complicité avec les milieux fascistes, et qu'il n'y avait pas de militants d'extrême-droite dans la police. Quelques jours après, des syndicalistes policiers affirmèrent qu'ils en connaissaient une trentaine. « Le canard enchaîné » précisait qu'il pouvait révéler leurs fonctions. Bonnet reconnaissait alors qu'une vingtaine de policiers étaient membres d'organisations d'extrême-droite. Mais après enquête, il n'y en aurait, toujours selon le ministre de l'Intérieur, plus que deux. Après cette suite d'affirmations contradictoires, on aurait du mal, même avec la meilleure volonté du monde, à croire ce ministre.

Mais là n'est pas le problème, quand bien même il n'y aurait aucun militant déclaré d'extrême-droite dans la police, elle serait tout aussi inquiétante. C'est la police en tant que telle et dans sa totalité qui est réactionnaire, qui véhicule des idées racistes et xénophobes. Elle a été recrutée et formée dans cet

état d'esprit-là.

Toute son attitude passée et présente est là pour en témoigner. N'est-ce pas la police française qui réalisa la célèbre rafle du Vel d'Hiv au cours de laquelle des milliers de juifs furent arrêtés et livrés aux troupes allemandes ? N'est-ce pas elle qui ratonnait pendant la guerre d'Algérie ? Qui a oublié par exemple que le 17 octobre 1961, elle attaqua une manifestation pacifique de plusieurs milliers d'Algériens, faisant des centaines de morts, arrêtant douze mille personnes et les parquant dans des stades. Voilà quelques unes des lettres de noblesse de la police française. Alors, aujourd'hui que certains policiers se compromettent avec des groupuscules d'extrême-droite, cela ne les empêchera pas demain éventuellement d'être les cadres d'un mouvement fasciste.

Pour aujourd'hui en tout cas, nous devons savoir, nous travailleurs antillais en France, que nous ne devons pas compter sur elle pour nous assurer une quelconque sécurité. Pour parer aux agressions racistes, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes.

LES OPPRIMÉS NE DÉSARMENT PAS

De temps en temps on peut lire dans la presse des entrefilets sur la situation en Afrique du Sud. Cette semaine encore, de nombreux journaux ont rapporté que de nombreuses manifestations avaient eu lieu à Soweto. Elles ont eu lieu à l'occasion de la remise d'une décoration par un ministre au maire de Soweto. Ce maire s'est distingué ces derniers temps par ses déclarations particulièrement réactionnaires. Une bombe qui, semble-t-il, lui était destinée, avait déjà les jours précédents, endommagé la ligne de chemin de fer reliant Johannesburg à Soweto.

Par ailleurs, d'autres manifestations avaient déjà été enregistrées après l'annonce d'une prochaine augmentation générale des loyers, pouvant aller jusqu'à 75 %.

Comme d'habitude, le gouvernement raciste d'Afrique du Sud a répondu par la répression. Il a lâché ses chiens et sa police sur une manifestation regroupant trois à cinq mille personnes. Les policiers étaient armés de matraques, de grenades lacrymogènes et d'armes automatiques. Un manifestant a été tué, une femme a été blessée d'une balle dans

le dos.

Ces nouvelles rappellent que, sans relâche souterraine ou au grand jour, la lutte opiniâtre des opprimés d'Afrique du Sud contre le régime de l'Apartheid continue.

COMMUNIQUÉ DU CLUB DE LECTURE DE L'OFFICE MUNICIPAL DE LA CULTURE DE POINTE-A-PITRE

La prochaine réunion du club de lecture aura lieu le 4.11.80 à 18 H, à la Maison de la Culture Rémy Nainsouta.

L'ouvrage programmé est celui du Guadeloupéen Ernest MOU-TOUSSAMY :

« Il pleure dans mon pays »

ENCORE UN POLICIER RACISTE ET ASSASSIN

« ...Déplorable accident... », c'est en ces termes que s'est exprimé le Préfet de police de Marseille sur l'assassinat par un CRS d'un jeune immigré, le samedi 18 octobre dernier.

Ce samedi-là, une patrouille de CRS avait pris position dans une cité HLM à forte population immigrée. En début de soirée, les policiers qui constituent cette compagnie décident d'établir un barrage routier et de procéder à des contrôles d'identité.

Arrive au bout de quelques temps une R 12 rouge. Elle est arrêtée par les policiers, les quatre occupants de la voiture, de jeunes immigrés, s'exécutent et montrent tous leurs papiers. Ils sont en règle. Celui qui a procédé à la vérification des papiers leur fait signe de partir. C'est alors que, sans raison aucune, un autre policier, par la vitre baissée, décharge son arme, un pistolet mitrailleur, tuant sur le coup un des occupants de la voiture, un adolescent.

Voilà... et on parlera d'accident, de « bavure », mais les habitants de la cité HLM savent bien qu'il n'en est rien. A plusieurs reprises, ils avaient déjà eu l'occasion de se plaindre du comportement raciste de la police. Ainsi, des jeunes immigrés confiaient au correspondant du « Monde » : « Tous les soirs, en été, on les voit arriver en fourgon, et dès qu'on est plus de deux ensemble, ils nous demandent nos papiers... leur plaisanterie, c'est de nous appeler les « Américains » ou de nous dire que leurs chiens sont racistes et qu'ils n'aiment pas les Arabes. Souvent, on est traité de Bougnoules... »

Cet assassinat n'a rien d'exceptionnel. La liste de ces actes racistes est déjà bien longue ; par ailleurs, c'est quotidiennement que nous pouvons, dans le métro par exemple, voir que l'action des policiers se ramène souvent à la chasse à l'immigré.

LA SITUATION EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE SOUS LE GOUVERNEMENT D'ANTONIO GUZMAN

Nous publions ci-dessous une traduction d'un passage du manifeste de l'Organisation Socialiste des Travailleurs, organisation trotskyste de République dominicaine. Ce passage, qui a été publié dans le premier numéro du journal de cette organisation, « El Proletario » (août-septembre 1980), fait état de la situation que connaissent les travailleurs de Saint-Domingue sous le gouvernement d'Antonio Guzman, qui a remplacé en août 1978 le gouvernement du dictateur Balaguer.

Le gouvernement PRD de Guzman a continué à confisquer à la douane la littérature considérée comme « communiste », il poursuit et déporte les Haïtiens antidualistes, arrête massivement les paysans qui prennent des terres et réprime avec une brutalité particulière les manifestations et les mouvements revendicatifs des travailleurs.

L'assassinat des 11 travailleurs par la police et les milliers d'emprisonnés lors des grèves des transporteurs d'août 1979 et de mai 1980, et la répression des grèves des ouvriers de la Falconbridge, de Metaldom, de la Codal et des ouvriers du tabac de Tamboril sont des exemples concrets qui montrent que l'État continue, sous Guzman, à être une machine de la classe dominante pour opprimer et exploiter la classe travailleuse et tous les pauvres.

De la même façon, lorsque les cyclones David et Frédéric firent de graves dommages et qu'une grande partie de la population resta sans toit et sans le plus élémentaire pour subsister, ce gouvernement ne mit sur pied aucun plan d'assistance efficace. Au contraire. Il permit que l'aide envoyée de l'étranger serve à enrichir des fonctionnaires civils et militaires et, au nom de la calamité nationale, il favorisa financièrement la bourgeoisie.

Encore maintenant, à presque une année du passage des cyclones, des centaines de familles se trouvent dans les refuges, sans protection de l'État, et celles qui ont été obligées d'abandonner ces refuges ont été entassées dans des baraques infâmes.

LA LUTTE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS SE DÉVELOPPE

A mesure qu'ils perdent leurs illusions dans le gouvernement PRD d'Antonio Guzman, les travailleurs commencent à se mobiliser pour des revendications économiques et démocratiques.

Dans les premiers mois du nouveau régime se produisit une montée de l'organisation syndicale que les patrons, avec l'appui des autorités, étouffèrent au moyen de licenciements massifs.

Un peu plus tard, le mécontentement des travailleurs s'exprima par un accroissement des grèves. Sur tout le territoire national et dans presque toutes les branches de la production, eurent lieu des arrêts de travail et des occupations d'entreprises par les travailleurs.

Les maîtres d'école, les transporteurs, les ouvriers du bâtiment, de l'alimentation, les mineurs, les métallurgistes, les ouvriers du tabac, de la canne, se mirent en grève, beaucoup de ces grèves ayant lieu avec la participation de la population. Patrons et gouvernement étaient à peine sortis d'une grève qu'une autre commençait dans une autre branche de la production ou dans un autre endroit.

La grève des ouvriers de la trans-nationale Falconbridge en avril 1979 combina la lutte pour une convention collective, le paiement de primes et la reprise des dirigeants syndicaux licenciés, avec les sentiments anti-impérialistes du peuple dominicain. La population de Bonao, ayant à sa tête les mères, les femmes et les filles des travailleurs, manifesta dans les rues du bourg en solidarité avec les grévistes qui à ce même moment, occupaient l'entreprise, et réclama en même temps la nationalisation de la Falconbridge.

De tous ces mouvements grévistes, la grève générale des transporteurs d'août 1979 fut la plus importante. Elle alla jusqu'à une tentative d'insurrection dans les quartiers pauvres de Santo Domingo.

Cette grève fut une explosion du mécontentement qu'éprouvent les masses à l'égard du gouvernement PRD et en même temps, une protestation contre le coût élevé de la vie.

Un autre indice de la perte de confiance des masses dans le gouvernement d'Antonio Guzman est le mouvement d'occupation des terres des paysans. Pendant la première année de gouvernement, les paysans attendirent

patiemment la réforme agraire promise. Mais le délai qu'ils considéraient comme raisonnable prit fin sans que leur situation ait changé et ils entreprirent un mouvement d'occupation des grandes propriétés et des terres appartenant à l'État, qui dépassa en intensité et en extension les mouvements qui s'étaient produits sous le gouvernement Balaguer.

GRAVE CRISE ÉCONOMIQUE

Le chômage et l'inflation galopante sont les deux fléaux de la crise économique qui touchent le plus directement les masses.

Bien que Guzman ait nationalisé la Rosario Dominicana, l'or et l'argent n'ont pas remédié à cette crise et encore moins soulagé l'appauvrissement dont souffre la population.

La nationalisation de la Rosario Dominicana par son achat au monopole qui la détenait et qui réalisa grâce à cela de superbénéfices, est la première raison qui empêche que l'or et l'argent rapportent quoi que ce soit au peuple. En effet, une grande partie de l'or et de l'argent est consacrée à payer la nationalisation de la Rosario Dominicana.

Ce qui reste est destiné à servir de garantie pour le paiement de la dette extérieure astronomique, et à aider à pallier le déficit de la balance des paiements et du budget national. En bref, le gouvernement de Guzman fait cadeau aux capitalistes nationaux et étrangers de l'or et de l'argent de Pueblo Viejo.

En même temps, le gouvernement PRD de Guzman se montre incapable de surmonter les effets de l'augmentation des prix du pétrole, le déficit de l'énergie électrique et la ruine de l'industrie sucrière et du bâtiment, les deux secteurs qui sont, avec l'agriculture, la base de l'activité économique du pays.

L'agriculture et l'élevage continuent à être bloqués par le système de grandes propriétés et par l'absence de véritables plans de développement de grande envergure et pensés en profondeur de la part de l'État.

LA CRISE DU RÉGIME BOURGEOIS EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

LES MASSES PERDENT LEURS ILLUSIONS

Le refus d'établir des relations avec Cuba, l'alignement sur la politique internationale nord-américaine, et la protection des sociétés multinationales établies dans le pays, confirment que le gouvernement actuel est tout autant une marionnette de l'impérialisme que l'était celui de Balaguer.

Les réformes timides qui furent annoncées pendant la campagne électorale n'ont pas été appliquées, ou l'ont été sous la pression irrésistible des masses.

Cela a été le cas de la loi d'amnistie et de la nationalisation de la Rosario Dominicana (NT, mines d'or et d'argent), mesures qui ont été modifiées au moment de leur application, de façon à conserver la capacité répressive de l'État et à protéger les intérêts du monopole étranger, objet de la nationalisation.

INCUPLATION DE MAX CÉLESTE MEMBRE DE LA DIRECTION POLITIQUE DE COMBAT OUVRIER

Notre camarade Max Céleste vient d'être informé qu'une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre a été rendue contre lui par le juge d'instruction Joubert. Il y aura donc un procès contre notre camarade.

Que reproche-t-on à Céleste ?

Il est inculpé de « provocation à la haine, à la violence, à la discrimination à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnologie ».

Autrement dit, notre camarade est accusé de racisme, sur plainte de qui ?... de l'un des békés les plus riches et les plus puissants de la Guadeloupe : Philippe Audebert. Cela seul a déjà de quoi surprendre. Cela seul est déjà révoltant.

Les faits remontent au mois d'avril de cette année. Notre camarade distribuait des tracts devant le garage « Antilles automobiles » et prenait la parole pour s'adresser aux travailleurs de l'entreprise à propos du nouvel horaire que le gouvernement voulait imposer à la population antillaise. Cette prise de parole était faite dans le cadre d'une campagne d'information et de protestation organisée par les militants de Combat-Ouvrier devant les entreprises de la Guadeloupe contre l'application de « l'heure d'été » en Guadeloupe. C'est alors que le sieur Lignières, un béké comptant parmi les dirigeants de l'entreprise tenta d'empêcher Max Céleste de s'exprimer en lui demandant de s'éloigner, le menaçant même physiquement. Notre camarade continua de parler et quand il eut fini, il donna sans ménagement la réplique à Lignières devant un groupe de travailleurs qui avaient entendu son intervention.

M. Philippe Audebert porta plainte contre notre camarade. Il tenta même de le faire passer pour un membre du GLA (Groupe de Libération Armée). Céleste fut plusieurs fois con-

voqué au commissariat central de Pointe-à-Pitre, et interrogé. Il fut placé par le juge d'instruction Joubert sous contrôle judiciaire, mesure d'ailleurs maintenue encore aujourd'hui contre lui et qui le sera vraisemblablement jusqu'au procès. Voilà les faits.

Cette nouvelle affaire illustre parfaitement deux choses :

Premièrement, la volonté du pouvoir colonial, par l'intermédiaire de gens comme Audebert, riche béké capitaliste et homme du pouvoir en Guadeloupe, de sauter sur la moindre occasion pour réprimer les militants anticolonialistes. Notre camarade Céleste est en effet connu pour exprimer ouvertement ses idées révolutionnaires, marxistes, anticolonialistes. Son affaire se situe donc aussi dans le cadre de tous les procès intentés ces derniers temps pour réprimer ceux qui osent dénoncer l'ordre colonial : procès des Marie-Galantais, inculpation de Dannik Zandronis directeur du « Journal Guadeloupéen » et en Martinique le procès Pulvar, procès de ceux de Trinité, l'affaire Pago, Beaujour, Ravoteur, l'emprisonnement d'Oscar, et aussi celui des militants guyanais à la prison de la Santé à Paris.

Deuxièmement, la volonté du pouvoir de protéger la minorité qui exploite la population de la Guadeloupe et le racisme officiel qui se dégage d'une telle attitude. Car c'est bien la minorité blanche de ce pays qui est protégée contre la majorité noire. Pourquoi ? Parce qu'en protégeant la minorité blanche, qu'elle soit béké ou qu'elle vienne de France, le pouvoir colonial protège surtout les possédants, les capitalistes de ce pays et toutes sortes de privilégiés qui ont l'avantage d'avoir la même couleur de peau que ceux qui gouvernent. Car en Guadeloupe comme en Martinique, les possédants, les nantis, ceux qui ont terres, usines, entreprises, les dirigeants des grands services administratifs qui dirigent le pays,

ceux de l'éducation aussi sont, dans leur grande majorité blancs et c'est cela le premier racisme.

Que les mêmes fussent noirs n'aurait certes rien changé quant au fond du problème, mais le fait est que la société antillaise est une société dans laquelle les exploités ont toujours été blancs et les exploités noirs. Elle secrète donc en elle-même le racisme.

A Combat-Ouvrier, nous dénonçons le racisme officiel entretenu par le pouvoir. Nous dénonçons :

— Le racisme officiel qui favorise à l'extrême l'émigration massive de la population antillaise vers la France alors qu'en sens inverse, des blancs arrivent aux Antilles, y travaillent, y vivent confortablement, bénéficient de multiples avantages.

— Le racisme officiel qui aboutit à la création de quartiers entiers habités seulement par des blancs, des restaurants, des clubs, des clans de « blancs » vivant en dehors de la population du pays.

— Le racisme officiel qui protège l'existence d'une caste, d'un lobby béké, vivant en cercle fermé, refusant, pour la plupart de se mélanger avec la population noire. Une caste au sein de laquelle les mariages entre békés et noirs sont encore proscrits par les règles coutumières de cette communauté. En Afrique du Sud cela est légalisé, aux Antilles cela est reconnu comme un fait établi. C'est cela le racisme. Les grandes familles békés l'entretiennent car à la clef il y a la protection de leurs biens, de leur fortune. Il y a l'héritage séculaire à sauvegarder, depuis l'exploitation des esclaves par leurs ascendants. L'Etat français protège cela. Et c'est ainsi que les Audebert, Despointes, Aubery, Hayot, De Reynal, etc., sont les princes de ce pays.

Il suffit de dénoncer tout cela, aux Antilles pour être poursuivi ou condamné, être traité soi-même de « raciste », de « violent », voire

même de « terroriste ». Les Antilles c'est l'ex-Rhodésie en plus hypocrite.

N'est-il pas significatif que dans la même période plusieurs affaires opposent militants anticolonialistes antillais à de riches békés ou à des blancs venus de France ? N'est-il pas significatif que dans tous les cas ce soient les Antillais, les noirs qui ont été condamnés ? Oscar qui vient de faire un mois de prison ferme pour avoir été frappé par un blanc... Pulvar condamné à une amende sur plainte de Huygues Despointes, riche béké, ceux de Trinité jugés pour avoir protesté contre le racisme de deux professeurs blancs et aujourd'hui Max Céleste qui passera devant les juges colonialistes parce que le riche béké Audebert l'aura voulu.

Nous en appelons à tous les anticolonialistes de Guadeloupe et de Martinique et Guyane, aux révolutionnaires français, aux démocrates antillais et français, aux partis de gauche et d'extrême gauche aux Antilles comme en France, aux parlementaires de la gauche, à la presse démocratique antillaise et française, à la jeunesse antillaise, aux travailleurs pour que, dans les jours qui viennent la protestation se fasse la plus large possible contre le renforcement de la répression aux Antilles.

Pour défendre notre camarade Céleste dont nous ne connaissons pas encore la date du procès, mais aussi pour soutenir tous les militants, tous ceux qui expriment les idées anticolonialistes : Pago, Beaujour, Ravoteur, Chauvet, Cabort en Martinique, Zandronis, les Marie-Galantais, toutes les victimes des perquisitions policières, des gardes à vue, des interrogatoires, des suspicions en Guadeloupe, les militants guyanais emprisonnés, l'unité d'action la plus large est nécessaire.

Le pouvoir colonial doit trouver en face de lui une réponse ferme et unitaire.

Pointe-à-Pitre jeudi 30 octobre 1980
La Direction Politique de Combat-Ouvrier

ÉLECTIONS AUX ÉTATS-UNIS :

Le 4 novembre auront lieu les élections présidentielles aux Etats-Unis. Les deux principaux candidats en lice, Carter et Reagan n'ont rien à s'envier. Et bien qu'appartenant à deux partis différents, le parti démocrate et le parti républicain, bien malin qui pourrait distinguer leur programme respectif.

Car ce n'est pas à ce niveau là qu'ils comptent se distinguer, mais bien plutôt au niveau des qualités personnelles qu'ils se prêtent eux-mêmes chacun individuellement. Et il faut avouer qu'il n'y a guère de choix entre un Carter, ancien planteur de cacahuètes et un Reagan, acteur de cinéma dans des westerns de deuxième catégorie !

La droite réactionnaire américaine qu'ils représentent n'a même pas la pudeur d'éviter le ridicule, car pendant des mois cette campagne électorale a été un véritable cirque. Mais tout cela ne gêne pas la bourgeoisie américaine. Elle constitue un milieu corrompu où c'est le dollar qui compte et non les vertus personnelles. Et si de tels personnages comme Reagan ou Carter peuvent être présidents c'est parce qu'ils sont à l'image d'une société en pleine décrépitude.

Que l'un ou l'autre soit élu cela ne changera rien aux intérêts de la bourgeoisie américaine. Il lui faut bien deux candidats différents dans ses rangs pour donner l'illusion à l'électeur américain qu'il fait un choix. La bourgeoisie américaine n'a pas besoin d'un président acceptable par sa personnalité. Celui-ci ne joue pas un rôle important dans l'appareil politique. Ceux qui dirigent ce sont les banquiers, les gros possédants, et les représentants de l'armée.

Les travailleurs américains quant à eux n'ont rien à attendre de ces deux candidats qui suent le racisme et la réaction de tous leurs pores.

Ces élections seront donc comme toutes les précédentes, déjà marquées par un taux d'abstention atteignant près de 50 % des électeurs inscrits. La grande majorité de la population n'y participera pas, parce qu'avec raison, elle ne se sent nullement concernée par la question de savoir qui sera l'exécutant d'une politique dont la bourgeoisie prévoit par avance que ce seront les travailleurs qui feront les frais de toute façon.

M.V.

21 NOVEMBRE : PROCÈS DE FR 3 : TOUS MOBILISÉS POUR LA RELAXE DE PAGO, RAVOTEUR ET BEAUJOUR

C'est le 21 novembre qu'aura lieu le procès intenté par la direction de FR 3 à Pago et Ravoteur, militants du GRS ainsi qu'à notre camarade Gérard Beaujour. Ces 3 militants anticolonialistes seront jugés pour « occupation illégale de locaux administratifs ».

Les faits remontent au mois de juillet 1979. A cette époque, 6 jeunes martiniquais étaient emprisonnés pour l'affaire dite des jeunes de Schœlcher. Certains d'entre eux avaient tenté de rendre les coups reçus par un de leurs camarades qui avait été agressé au mois de février 1979 par des militaires engagés blancs sur une des plages de Schœlcher. Les autorités coloniales, bien loin d'infliger quelque punition que ce soit aux deux militaires agresseurs déclenchaient une opération de représailles anti-jeunes à l'issue de laquelle 8 d'entre eux seront emprisonnés.

Aussi pour protester contre ce nouveau cas de répression coloniale il se forme un comité de soutien aux jeunes emprisonnés dans lequel Combat Ouvrier est partie prenante. Et c'est dans ces conditions que l'on apprend le 18 juin que l'un des jeunes emprisonnés « s'est donné la mort dans sa cellule ». Il s'agit de Philippe Chloë. L'émotion est grande, et tout de suite les protestations se multiplient, deviennent plus fortes. Par voie de tracts, de manifestations publiques et de conférences de quartier, le comité de soutien mène une très large propagande pour la libé-

tion des emprisonnés et pour que l'on fasse la vérité sur les conditions réelles de la mort de Chloë. Des syndicats, des partis politiques prennent position, et soutiennent l'action menée par le Comité.

A FR 3, c'est le silence. Les responsables de la station de Clairière, pas plus que les journalistes ne rendent compte des prises de position consécutives à la mort de Chloë. Sauf une seule. En effet, un communiqué des syndicats de gardiens de prison protestant contre les déclarations du comité de soutien aux jeunes emprisonnés, sera dit et claironné à de nombreuses reprises tant à la radio qu'à la télévision.

Devant cette provocation et ce refus d'informer, une délégation du comité de soutien aux jeunes emprisonnés décide de demander un temps d'antenne à FR 3. De fait, ce seront plus de 150 personnes qui feront le déplacement formant une véritable manifestation de protestation contre FR 3. Face à la demande de 5 minutes d'antenne pour expliquer la position du comité de soutien aux jeunes emprisonnés, la direction de FR 3 se mure dans un silence hautain. Elle préfère supprimer pendant deux heures toutes les émissions radio et télévisées plutôt que de donner satisfaction au comité. Dehors, le bâtiment de FR 3 est cerné par plusieurs dizaines de flics et de gardes-mobiles. Au bout de 2 heures, les occupants se retirent.

A ce moment, la direction de FR 3 respire : ce sont les communiqués vengeurs où elle affirme qu'elle ne cédera jamais à la force, et c'est l'inculpation des 3 militants anticolonialistes qui passeront au tribunal le 21 novembre.

Il ne faut pas laisser ce nouveau procès colonial se perpétuer dans le silence. Il s'agit de faire la démonstration que FR 3, service soi-disant « public » est confisqué par le pouvoir colonial qui n'y tolère qu'une information absolument domestiquée.

Il s'agit aussi de se solidariser avec les trois militants anticolonialistes choisis comme otages parmi les 150 personnes présentes sur les lieux.

Il s'agit surtout de faire reculer l'administration coloniale qui dans cette nouvelle péripétie judiciaire apparaît une fois de plus comme une manifestation supplémentaire de répression. L'administration colonialiste française de FR 3, en la personne de Gallin et de Fred Roman-Duchateau, principal témoin à charge, s'en prend à 3 militants anticolonialistes martiniquais.

Il faut que la mobilisation la plus large et la plus dynamique possible soit réalisée afin d'obtenir la relaxe des 3 inculpés.

J.B.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728

LA GRÈVE DU 28 OCTOBRE

SUITE DE LA PAGE 1

Le comportement de la direction de la CGT vis-à-vis des travailleurs des entreprises et même face à un problème qu'elle qualifie elle-même de « problème de survie », n'est-il pas significatif de comportements qui depuis longtemps ont détourné les travailleurs de la vie syndicale et des luttes. La direction de la CGT et quelquefois les responsables des sections préfèrent juger et décider en lieu et place des travailleurs de ce qui est bon ou pas pour eux. Ils ne cherchent pas à leur donner le goût et les possibilités de s'occuper de leurs propres affaires eux-mêmes. Et même lorsque certains responsables essaient de donner plus de vie à leur section cela reste difficile dans la mesure où il n'existe pas une volonté réelle au niveau des dirigeants de la CGTG de faire confiance aux travailleurs et de les habituer à

régler leurs affaires eux-mêmes.

C'est pourquoi dès maintenant il est nécessaire dans toutes les sections de susciter la discussion de façon fraternelle. Que les travailleurs discutent entre eux puisqu'ils n'ont pu le faire avant la grève des raisons de l'échec de ce mouvement, qu'ils en discutent aussi avec leurs délégués et responsables syndicaux. Il est possible aussi de discuter des voies et des moyens pour préparer les nouvelles luttes.

Car il ne s'agit pas de laisser croire aux patrons que les travailleurs sont démoralisés et qu'ils peuvent donc continuer après cet échec à les exploiter impunément.

M.T.